

Grande interview

«L'OMC n'est pas morte. Il est clair qu'elle a un avenir»

SIMON MANLEY Représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations unies depuis quatre ans, le diplomate achève son mandat au bout du Léman. Malgré les fortes secousses, il croit dans le rebond de la Genève internationale, en particulier de l'OMC

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD

Parmi les diplomates de la Genève internationale, c'est une voix familière qu'ils n'entendent plus. Ambassadeur britannique et représentant permanent auprès des Nations unies, Simon Manley achève son mandat de quatre ans au bout du Léman. Il a représenté le Royaume-Uni qui, malgré le Brexit, est resté très actif sur la scène multilatérale genevoise. Avec des enfants dotés également de la nationalité suisse, une épouse qui a fui l'Espagne de Franco pour grandir à Lausanne et s'y former en tant qu'avocate, Simon Manley est visiblement à l'aise en Suisse, qu'il quitte avec un brin de nostalgie.

Vous avez passé quatre ans dans la Cité de Calvin comme représentant permanent auprès des Nations unies. Que retenez-vous de votre plongée dans la Genève internationale? Je dresse un bilan plutôt positif même si, depuis mon arrivée en 2021, le système multilatéral traverse des défis extraordinaire. Je suis arrivé peu avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avant le coup d'Etat au Soudan et l'horrible guerre civile qui s'en est suivie et avant l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. Je suis aussi arrivé avant que de nouvelles figures dirigent les agences onusiennes à Genève. C'est une raison pour laquelle je demeure optimiste: ces personnes sont de très grande qualité. Les défis politiques et financiers du multilatéralisme sont évidents, mais nous avons montré, malgré les difficultés, que l'action collective est clairement préférable à l'action individuelle. Le récent accord pandémique conclu à l'Organisation mondiale de la santé en est un exemple manifeste comme l'accord sur la pêche qui avait été conclu à l'Organisation mondiale du commerce. Je suis un grand admirateur de l'écosystème multilatéral genevois.

Avec les coupes dans les effectifs, les délocalisations de postes, le risque toutefois de fragmenter cet écosystème est important. Quelle est la limite à ne pas franchir en termes de démantèlement? Genève a développé au cours de plus d'un siècle toute une série d'organisations qui se renforcent mutuellement par leur proximité. Et l'un des grands atouts de Genève par rapport à New York, c'est la forte présence de la société civile. Sa participation au Conseil des droits de l'homme (CDH)

à travers nombre d'ONG est fondamentale. Je regrette néanmoins que le secteur privé n'ait pas le même accès à l'OMC. Les délocalisations apparaissent inévitables et c'est à la compétence souveraine des organisations de les mener. Mais le danger réside dans le fait que chaque agence prenne des décisions sur une base individuelle qui peuvent se justifier à l'interne, mais dont les effets peuvent être une diminution de la cohérence et de l'efficacité du système.

«Nous ferions mieux d'entendre ce que disent les Américains car ils ont raison sur certains points»

La réforme intitulée «UN80» lancée par le secrétaire général de l'ONU prévoit précisément des délocalisations et suppressions d'unités. Y êtes-vous favorable? Nous la soutenons pleinement car nous, Britanniques, croyons dans les Nations unies. L'ONU fait un très bon travail, mais pourrait être encore meilleure s'il y avait moins de doublons, moins de concurrence entre agences pour le financement et davantage de coopération. Il y a eu plusieurs tentatives de réformes onusiennes. Mais nombre d'entre elles n'ont pas permis de faire à ce qui était nécessaire. C'est pourquoi il est capital que nous réussissions cette fois-ci.

Ici à Genève, nombre de fonctionnaires internationaux estiment que l'initiative UN80 est trop opaque et qu'elle donne plutôt lieu à des batailles entre chefs d'agence pour défendre leur propre organisation sans une vision globale des défis à relever. Il est évident que certaines personnes à Genève sont inquiètes de ce processus. Il est dès lors très bien que Guy Ryder, le chef de la task force UN80, soit venu à Genève pour expliciter le processus. Il fut lui-même Genevois (à la tête de l'UIT). Cette anxiété s'explique par un phénomène connu, la relation entre New York et Genève. Certaines missions, pas la nôtre, n'entretiennent pas une relation très étroite avec New York et les gens ici sont moins informés. Mais je dois aussi dire que certaines coupes prévues ont eu plus d'effets immédiats à Genève qu'à New York. Il y a un léger déséquilibre. Or nous avons besoin d'une approche qui englobe tout le système, et les gens ici, à Vienne et ailleurs, doivent pouvoir s'approprier le processus d'UN80. Mais vu la situation, il ne faut pas non plus d'attendre à des miracles.

Genève ne s'est-elle pas trop reposée sur ses lauriers? Nous nous sommes trop reposés sur les largesses budgétaires des Etats-Unis, en particulier de l'administration de Joe Biden. Nombre d'organisations humanitaires ont vu les besoins augmenter en flèche en raison de la multiplication des conflits et du défi du changement climatique. Comme l'administration Biden était généreuse en la matière, la dépendance au financement états-unien s'est accentuée. L'administration américaine nous avait pourtant averti, ne devenez pas trop dépendants, car en fonction de qui sera élu à la Maison-Blanche en novembre 2024, prévenait-elle, la donne pourrait changer en termes de financement. Pour les agences dont le budget était fortement financé par les Etats-Unis, le défi va être énorme. C'est un moment très difficile, mais nous allons le surmonter. C'est particulièrement difficile pour ceux qui perdent leur emploi, mais aussi pour les personnes sur le terrain qui verront leurs rations alimentaires réduites, pour les victimes de violence sexuelle qui n'auront plus le soutien nécessaire. Les coupes opérées ici ont des conséquences réelles. Ce ne sont pas que des bureaucraties qui perdent leur emploi. L'espoir est qu'après cette phase, nous serons plus agiles, plus forts et plus prompts à coopérer.

Vous venez de déménager la mission britannique à deux pas de l'OMC. Est-ce un signe qui montre que vous croyez toujours en l'avenir de l'organisation que certains voient en train d'agoniser? L'OMC a clairement un avenir et n'est absolument pas en mort cérébrale comme tendent à le dire certains. Et d'ailleurs, aucune organisation dirigée par Ngozi Okonjo-Iweala ne court le risque de mourir. La directrice générale de l'OMC est une femme et une leader talentueuse, engagée, visionnaire. Nous avons énormément de chance de l'avoir. Mais nous avons du travail à accomplir pour garantir un futur à l'organisation. Il est nécessaire de repositionner l'OMC. Il y a 3 ans,

PROFIL

1967
Naissance à Ealing, à l'ouest de Londres.

1988
Diplômé du Magdalen College, Oxford.

1990
Diplômé de l'Université Yale.

1990
Entre au Foreign Office.

1996
Mariage avec l'avocate Maria Isabel Fernandez Utgès Manley.

2013
Ambassadeur en Espagne et Andorre.

2021
Ambassadeur à Genève auprès de l'ONU et de l'OMC.



nous avons réussi à conclure l'accord sur les subventions à la pêche. Il ne manque les ratifications que de quelques membres pour qu'il entre en vigueur. Ce sera un moment important. Mais nous devons en faire bien davantage. D'autres accords sont sur le point d'aboutir en matière d'investissements dans les pays en développement, sur le commerce électronique afin de libéraliser les règles du commerce électro-

nique mondial. Malheureusement, ils ont été bloqués par l'un ou l'autre Etat membre. Nous devons trouver une manière de dire à ces Etats qu'ils peuvent monter à bord du train ou rester sur le quai. Mais nous voulons aller de l'avant quitte à changer le mode de prise de décision.

L'attitude des Américains à l'OMC vous surprend-elle? Nous ferions mieux



«L'un des grands atouts de Genève par rapport à New York, c'est la forte présence de la société civile»

d'entendre ce que disent les Américains car ils ont raison sur certains points, notamment en matière de transparence. Les Etats membres prennent des engagements en adhérant à l'OMC. Or certaines grandes économies ne les tiennent pas quand il est question de transparence des subventions. Sur bien des points, nous sommes sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis. Ce qu'ils

Simon Manley, photographié à la mission britannique de Genève. (18 JUIN 2025/David Wagnières pour Le Temps)

LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Votre lieu de villégiature préféré en Suisse?

Saint-Saphorin (VD).

La diplomatie aujourd'hui en deux mots?

Collaborative et innovative.

Votre regard sur Jane Austen, dont on célèbre cette année le 250e anniversaire de la naissance.

Regardez ma vidéo sur Instagram sur «Pride and Prejudice», Geneva-style...

Les rockers britanniques vous font-ils encore swinguer, et qui?

Bien sûr. The Clash («London Calling») avant tout.

Montagne ou mer?

Facile: la montagne (suisse et écossaise). Nous adorons le ski.

La figure politique qui vous a inspiré au cours de votre carrière?

Churchill. Evidemment.



Rencontre avec le roi d'Espagne, Felipe VI, à Madrid en 2019. (COLLECTION PRIVÉE)



Octroi par la reine Elisabeth II du titre de compagnon de l'ordre de Saint-Michel-et-Saint-Georges, à Londres en 2009.



Simon Manley en tenue diplomatique, avec son épouse. (COLLECTION PRIVÉE)

disent au sujet de la Chine est très similaire à ce que j'ai dit au sujet de la politique commerciale de la Chine il y a quelques mois ici à l'OMC.

Le moment est crucial. Nous devons le saisir, car l'OMC est une organisation vitale. Quand vous êtes un pays comme le Royaume-Uni, que Napoléon décrivait comme une nation de «boutiquiers», vous dépendez fortement, comme la Suisse, du commerce, de fortes industries d'exportation, qu'il s'agisse de services financiers, bancaires ou de l'industrie de haute précision. La capacité de nos entreprises à exporter dépend des règles de l'OMC. Et malgré les actuelles turbulences, la grande majorité du commerce mondial, y compris les accords de libre-échange, repose sur ces règles.

Qu'en est-il de la Chine, qui a adhéré à l'OMC en 2001? Je vais vous surprendre, mais dans de nombreux domaines, nous travaillons main dans la main avec la Chine pour essayer de faciliter les investissements dans les pays en développement. Elle dit qu'elle veut être un héritage du système multilatéral à l'OMC. Elle peut le montrer avec des solutions positives qui lui sont à portée de main en optant pour un régime de transparence dans le domaine des subventions. Je ne questionne pas leur volonté de maintenir leur statut de pays en développement, mais il faut en être conscient: cela produit des effets. La Chine d'au-

jourd'hui n'est pas celle d'il y a 40 ans. L'accession de la Chine à l'OMC est une success-story. L'accès au commerce mondial a transformé la Chine et extrait des millions de Chinois de la pauvreté. Mais cela crée des responsabilités. Pékin peut travailler avec nous pour assurer le futur de l'OMC.

Certains défenseurs des droits humains craignent que la Chine, qui ne reconnaît pas l'universalité de la Déclaration universelle des droits de l'homme, cherche à réécrire les normes dans ce domaine. Une crainte que vous partagez? C'est un fait. La Chine a une vision différente de la nôtre en matière de droits humains. Il y a clairement des domaines où nous coopérons avec la Chine et d'autres où nous sommes en compétition comme au CDH. Nous continuons d'ailleurs d'y exprimer nos préoccupations sur la situation des droits humains au Xinjiang et au Tibet. Préserver le système de droits humains en place depuis la Seconde Guerre mondiale est pour nous une priorité.

Certaines puissances tendent à vouloir recréer un système de rapports de force qui rappelle le XIX^e siècle. Comment dès lors redéfinir le multilatéralisme en intégrant la Chine, mais sans céder sur la question des valeurs sous-tendant l'ordre international? Le Royaume-Uni a des valeurs fortes en matière de démocratie, de droits humains et

d'Etat de droit. Il serait dangereux à mon avis de nous précipiter à remettre l'existant en question. La réponse à donner ne réside pas dans l'abandon des progrès accomplis, notamment en termes d'inclusion et de diversité.

Craignez-vous que la montée des extrêmes droites et du national-populisme se répercute négativement sur le multilatéralisme? La politique intérieure des Etats a, bien sûr, des effets. Mais même sans tenir compte de la montée du populisme, les citoyens britanniques ou suisses veulent s'assurer que leur argent est bien dépensé et voir l'impact que cet investissement. Il est très intéressant à Genève de voir que dans de nombreux cas, on identifie immédiatement les effets d'une négociation dans le monde réel. Quand vous négociez au sujet des règles du commerce électronique à l'OMC, cela permet aux citoyens de bénéficier d'un accès gratuit à des biens et services en ligne. Quand l'OMS conclut un accord sur les pandémies, cela accroît la sécurité sanitaire de chacun. Et quand l'Union internationale des télécommunications traite du spectre ou de la technologie satellitaire, cela profite à des économies comme celles de la Suisse et du Royaume-Uni. Mais nous devons mieux raconter ces histoires qui illustrent bien les effets positifs du multilatéralisme. Sinon, celui-ci peut paraître opaque. ■